



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de juin 2026

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

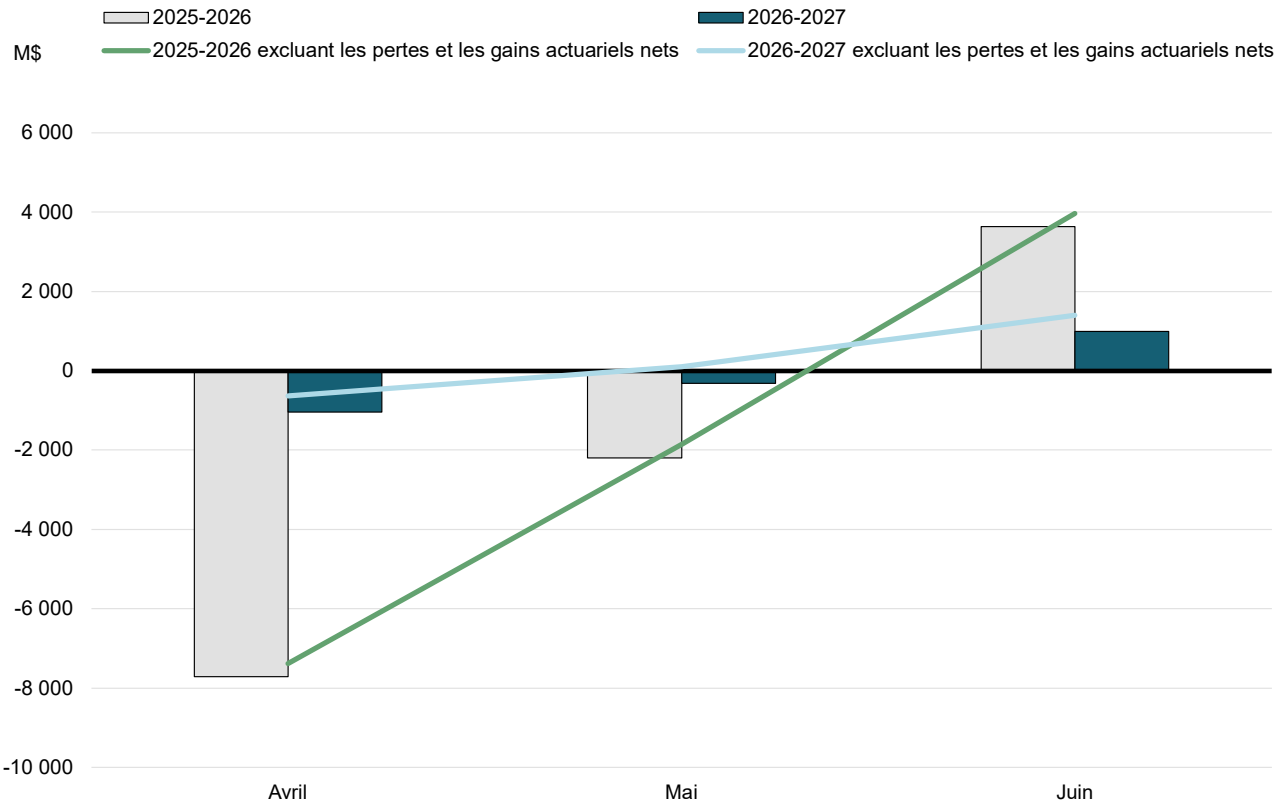
No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Juin 2026

Le mois de juin 2026 s’est soldé par un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 3,6 milliards de dollars en juin 2025. L’excédent budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 1,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 4,0 milliards de dollars pour la même période en 2025-2026. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l’incidence de l’amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1
Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets



Comparativement à juin 2025 :

- Les revenus ont augmenté de 10 millions de dollars, du fait que la croissance des autres sources de revenus a plus que compensé la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (5,6 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges de programmes directes.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (12,4 %), en grande partie en raison de la hausse de l'encours des obligations négociables et des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %), sous l'effet de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

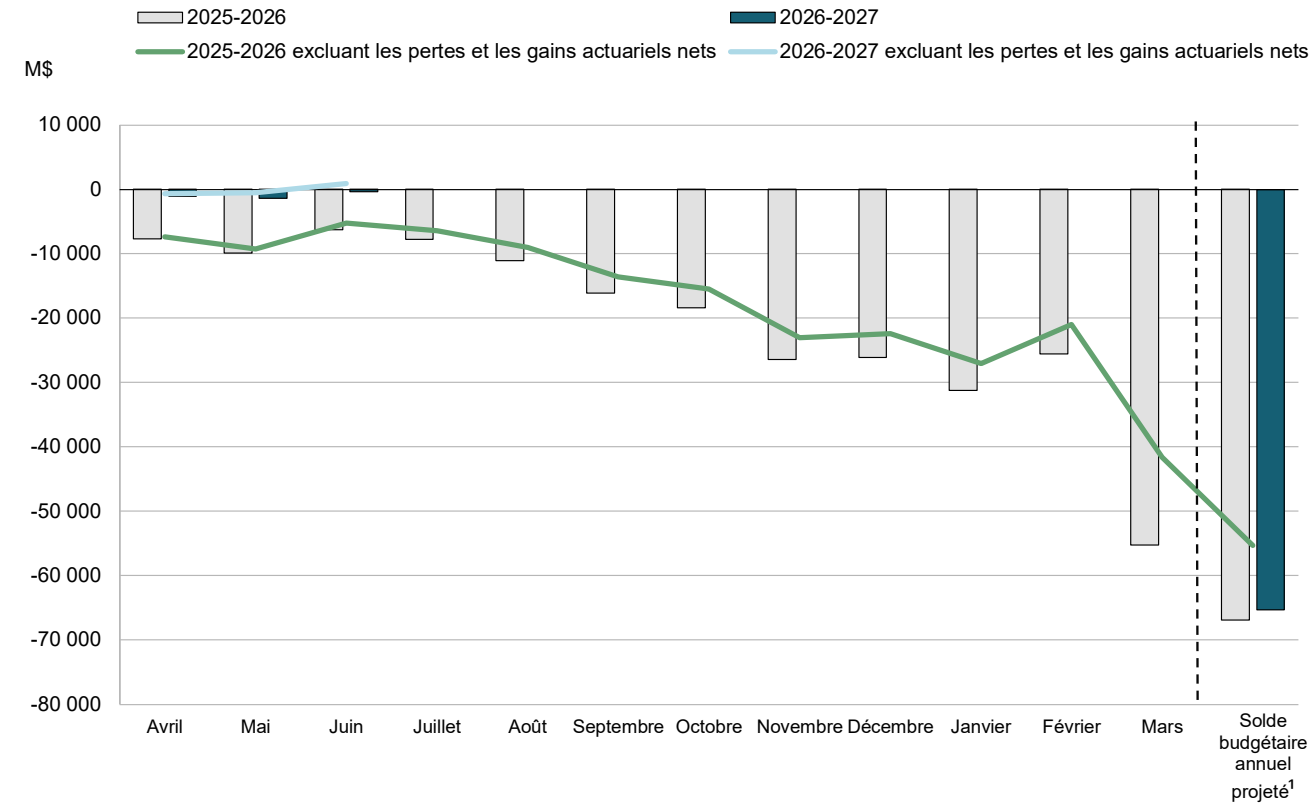
Avril à juin 2026

Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 0,4 milliard de dollars pour la période d'avril à juin de l'exercice 2026-2027, par rapport à un déficit de 6,3 milliards de dollars pour la même période de 2025-2026. L'excédent budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 0,9 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 5,3 milliards de dollars pour la période d'avril à juin de l'exercice 2025-2026.

Comparativement à 2025-2026 :

- Les revenus ont augmenté de 11,8 milliards de dollars (9,8 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 4,8 milliards de dollars (4,3 %), sous l'effet de la hausse des charges de programmes directes et des principaux transferts aux particuliers, compensée en partie par la baisse des produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (6,1 %), ce qui est attribuable en grande partie à la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi qu'à des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement en date du 31 mars 2025, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2
Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Source : Mise à jour économique du printemps de 2026

Tableau 1
État sommaire des opérations
M\$

	Juin		Avril à juin	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Opérations budgétaires				
Revenus	44 808	44 818	120 836	132 644
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-36 675	-38 730	-112 335	-117 161
Frais de la dette publique	-4 169	-4 684	-13 773	-14 608
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	3 964	1 404	-5 272	875
Pertes actuarielles nettes	-335	-415	-1 005	-1 245
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 629	989	-6 277	-370
Opérations non budgétaires	-11 279	-16 908	-24 254	-39 107
Ressources ou besoins financiers	-7 650	-15 919	-30 531	-39 477
Variation nette dans les activités de financement	-4 614	3 933	36 994	31 042
Variation nette de la trésorerie	-12 264	-11 986	6 463	-8 435
Trésorerie à la fin de la période			52 604	39 901

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en juin 2026 se sont chiffrés à 44,8 milliards de dollars, soit une hausse de 10 millions de dollars par rapport à juin 2025.

- Les revenus fiscaux ont diminué de 1,6 milliard de dollars (4,1 %) par rapport à la même période en 2025-2026, ce qui s'explique principalement par la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,1 %), en raison de la croissance du nombre de personnes en emploi et de la hausse du maximum de la rémunération assurable qui a pris effet le 1^{er} janvier 2026.
- Les autres revenus ont connu une hausse de 1,4 milliard de dollars (38,6 %), sous l'effet d'une augmentation des revenus d'intérêts et de pénalités, du produit de la vente de biens et de services, des revenus des sociétés d'État entreprises et des revenus des opérations de change.

Les revenus pour la période d'avril à juin de l'exercice 2026-2027 se sont élevés à 132,6 milliards de dollars, soit une hausse de 11,8 milliards de dollars (9,8 %) par rapport à la même période en 2025-2026.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,9 milliards de dollars (6,8 %), comparativement à la même période en 2025-2026, ce qui s'explique par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et des revenus tirés de la TPS, compensée en partie par la baisse des droits de douane à l'importation. La baisse des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, lesquelles avaient fait augmenter les revenus en 2025-2026 avant d'être supprimées.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (6,7 %), en raison de la croissance du nombre de personnes en emploi et de la hausse du maximum de la rémunération assurable qui a pris effet le 1^{er} janvier 2026.
- Les autres revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (38,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus d'intérêts et de pénalités, des revenus des sociétés d'État entreprises et du produit de la vente de biens et de services.

Tableau 2
Revenus

	Juin			Avril à juin		
	2025 ¹	2026	Variation	2025-2026 ¹	2026-2027	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	19 012	19 321	1,6	53 916	58 200	7,9
Sociétés	11 626	9 553	-17,8	23 487	24 600	4,7
Non-résidents	728	908	24,7	3 097	3 637	17,4
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	31 366	29 782	-5,1	80 500	86 437	7,4
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	4 660	5 057	8,5	13 487	15 582	15,5
Taxes sur l'énergie	445	256	-42,5	1 308	1 284	-1,8
Droits de douane à l'importation	1 211	914	-24,5	3 567	2 407	-32,5
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	507	596	17,6	1 814	1 841	1,5
Total des autres taxes et droits	6 823	6 823	0,0	20 176	21 114	4,6
Total des revenus fiscaux	38 189	36 605	-4,1	100 676	107 551	6,8
Cotisations d'assurance-emploi	2 962	3 143	6,1	9 045	9 653	6,7
Autres revenus	3 657	5 070	38,6	11 115	15 440	38,9
Total des revenus	44 808	44 818	0,0	120 836	132 644	9,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers sont inclus dans les autres revenus, ce qui cadre avec la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.

Charges

Pour le mois de juin 2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont chiffrées à 38,7 milliards de dollars, soit une hausse de 2,1 milliards de dollars (5,6 %) par rapport à juin 2025.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent le programme de la Sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-emploi ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,3 %).
 - Les transferts au titre du programme de la Sécurité de la vieillesse ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (6,6 %), en grande partie en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (9,4 %), ce qui est attribuable en grande partie à un effet du calendrier, étant donné que le mois de juin 2025 comptait une période de paiement du dimanche de plus que le mois de juin 2026.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,5 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont diminué de 0,7 milliard de dollars (7,0 %), ce qui s'explique principalement par une différence d'une année à l'autre dans le calendrier des transferts au titre du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, compensée en partie par les hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.

Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars (79,0 %), en raison de paiements résiduels inférieurs à ceux de juin 2025 dans le cadre de l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone et des autres mécanismes de retour des produits de la redevance sur les combustibles à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025. Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (16,9 %). Parmi les charges de programmes directes :

- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (30,1 %), ce qui s'explique par la hausse des contributions au titre de la défense, des transferts en lien avec les peuples autochtones, des transferts de revenus de ressources extracôtières et des transferts au titre du Régime canadien de soins dentaires, de même que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements.
- Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (10,3 %), ce qui est attribuable en grande partie à la hausse des coûts du personnel et des charges pour créances irrécouvrables.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (12,4 %), en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensée en partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (23,9 %), sous l'effet de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2026-2027, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 117,2 milliards de dollars, soit une hausse de 4,8 milliards de dollars (4,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (5,1 %).
 - Les transferts au titre du programme de la Sécurité de la vieillesse ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,0 %), en grande partie en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (7,1 %), ce qui est attribuable en grande partie à de nouvelles mesures qui ont élargi l'accès aux prestations d'assurance-emploi.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,0 %), ce qui s'explique en partie par l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont diminué de 1,2 milliard de dollars (4,0 %), sous l'effet des baisses attribuables aux différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements au titre des accords de santé et des transferts au titre du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, compensées en partie par les hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,2 milliards de dollars (93,4 %), en raison de l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers et des autres mécanismes de retour des produits de la redevance sur les combustibles à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 6,4 milliards de dollars (13,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (17,9 %), ce qui s'explique par la hausse de différents transferts, notamment en ce qui concerne l'Allocation canadienne pour les travailleurs, le Régime canadien de soins dentaires et la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ainsi que l'augmentation des transferts en lien avec les peuples autochtones, des contributions au titre de la défense et des transferts de revenus de ressources extracôtières, de même que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (10,8 %). Cette augmentation est attribuable en grande partie à une hausse des coûts du personnel, de même qu'à une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a été mise en place en décembre 2025 et qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (6,1 %), en grande partie en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (23,9 %), ce qui s'explique par l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement en date du 31 mars 2025, qui a commencé en cours d'exercice 2025-2026, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3
Charges

	Juin			Avril à juin		
	2025 ¹	2026	Variation	2025-2026 ¹	2026-2027	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Programme de la Sécurité de la vieillesse	6 716	7 160	6,6	20 210	21 217	5,0
Prestations d'assurance-emploi	2 146	1 945	-9,4	6 191	6 629	7,1
Prestations pour enfants	2 448	2 582	5,5	7 398	7 691	4,0
Total des principaux transferts aux particuliers	11 310	11 687	3,3	33 799	35 537	5,1
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 557	4 785	5,0	13 671	14 360	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 451	1 495	3,0	4 354	4 485	3,0
Péréquation	2 181	2 263	3,8	6 542	6 790	3,8
Formule de financement des territoires	373	397	6,4	2 130	2 267	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	1 868	1 015	-45,7	1 868	1 015	-45,7
Fonds pour bâtir des collectivités fortes – Volet communautaire	-	-	s.o.	-	-	s.o.
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	-	-	s.o.	2 150	909	-57,7
Autres arrangements fiscaux ³	-467	-690	-47,8	-1 805	-2 084	-15,5
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	9 963	9 265	-7,0	28 910	27 742	-4,0
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	233	49	-79,0	2 336	154	-93,4
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5 047	6 568	30,1	18 799	22 155	17,9
Charges de fonctionnement	10 122	11 161	10,3	28 491	31 573	10,8
Total des charges de programmes directes	15 169	17 729	16,9	47 290	53 728	13,6
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	36 675	38 730	5,6	112 335	117 161	4,3
Frais de la dette publique	4 169	4 684	12,4	13 773	14 608	6,1
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	40 844	43 414	6,3	126 108	131 769	4,5
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	1 005	1 245	23,9
Total des charges	41 179	43 829	6,4	127 113	133 014	4,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs est inclus dans les autres paiements de transfert, ce qui cadre avec la fin des mesures de soutien temporaires liées à la COVID-19. De plus, certaines autres sommes ont été reclassées et sont passées des catégories des charges de fonctionnement et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités à la catégorie des autres paiements de transfert pour refléter leur présentation prévue dans les Comptes publics du Canada.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec de façon continue à l'égard d'un transfert historique de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments. En ce qui concerne l'abattement du Québec aux fins des paiements de remplacement pour les programmes permanents, les sommes versées au Québec au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation sont inscrites ci-dessus de la même façon que les transferts aux autres provinces. Toutefois, puisqu'une partie des transferts versés au Québec prend la forme d'un abattement de l'impôt fédéral, ce montant doit être soustrait des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités. La partie restante de l'abattement du Québec correspond aux sommes recouvrées à l'égard du transfert de points d'impôt aux fins de l'ancien programme des allocations aux jeunes.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

Total des charges, par article de charges

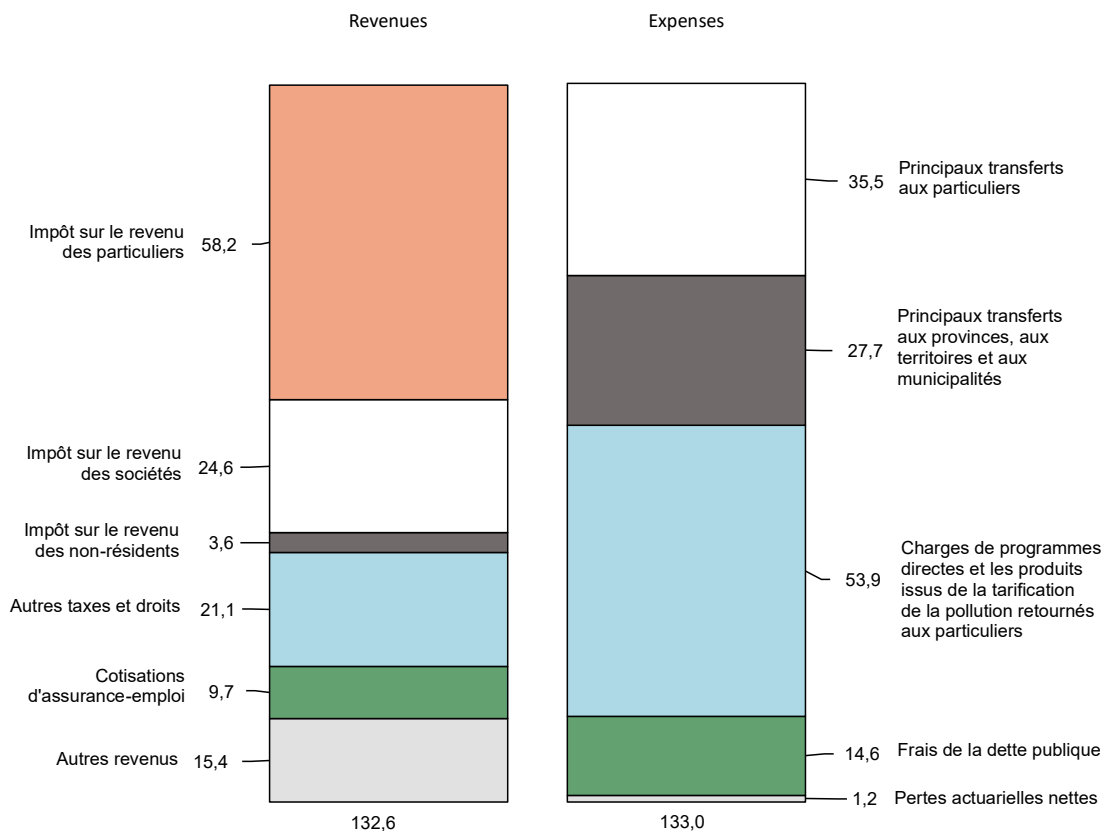
	Juin			Avril à juin		
	2025 ¹	2026	Variation	2025- 2026 ¹	2026-2027	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paielements de transfert	26 553	27 569	3,8	83 844	85 588	2,1
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	5 983	6 704	12,1	18 034	19 223	6,6
Transports et communications	235	294	25,1	552	621	12,5
Information	27	48	77,8	74	89	20,3
Services professionnels et spéciaux	1 484	1 959	32,0	3 077	4 063	32,0
Location	478	352	-26,4	1 376	1 442	4,8
Réparation et entretien	297	355	19,5	594	666	12,1
Services publics, fournitures et approvisionnements	366	271	-26,0	733	913	24,6
Autres subventions et charges	770	728	-5,5	2 494	3 150	26,3
Amortissement des immobilisations corporelles	470	439	-6,6	1 522	1 385	-9,0
Perte nette sur cession de biens	12	11	-8,3	35	21	-40,0
Total des autres charges	10 122	11 161	10,3	28 491	31 573	10,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	36 675	38 730	5,6	112 335	117 161	4,3
Frais de la dette publique	4 169	4 684	12,4	13 773	14 608	6,1
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	40 844	43 414	6,3	126 108	131 769	4,5
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	1 005	1 245	23,9
Total des charges	41 179	43 829	6,4	127 113	133 014	4,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Des données comparatives ont été reclassées afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à juin 2026)

\$ billions



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 39,5 milliards de dollars d'avril à juin 2026

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 0,4 milliard de dollars et des besoins financiers de 39,1 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2026 s'est soldée par des besoins financiers de 39,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 30,5 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M\$

	Juin		Avril à juin	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 629	989	-6 277	-370
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-1 815	-6 332	-12 298	-21 360
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	803	796	2 147	2 270
Comptes de changes et produits dérivés	-1 600	-1 015	3 739	-583
Prêts, placements et avances	-8 370	-8 825	-16 439	-17 145
Actifs non financiers	-297	-1 532	-1 403	-2 289
Total des opérations non budgétaires	-11 279	-16 908	-24 254	-39 107
Ressources ou besoins financiers	-7 650	-15 919	-30 531	-39 477

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 31,0 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 39,5 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 31,0 milliards de dollars et en puisant 8,4 milliards de dollars dans ses soldes de trésorerie. L'accroissement de la dette non échue a été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de juin 2026, les soldes de trésorerie se chiffraient à 39,9 milliards de dollars, soit 12,7 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois de juin 2025.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M\$

	Juin		Avril à juin	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Ressources ou besoins financiers	-7 650	-15 919	-30 531	-39 477
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-2 334	-3 421	29 146	17 073
Bons du Trésor	-3 524	6 834	14 735	15 340
Total des emprunts en dollars canadiens	-5 858	3 413	43 881	32 413
Emprunts en devises	1 064	544	-6 997	-1 272
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	-4 794	3 957	36 884	31 141
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	180	-24	110	-99
Variation nette dans les activités de financement	-4 614	3 933	36 994	31 042
Variation de la trésorerie	-12 264	-11 986	6 463	-8 435
Trésorerie à la fin de la période			52 604	39 901

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Août 2026